

Septembre 2025

Face aux défis de la fin du mécanisme ARENH et de la transition énergétique européenne, nous avons participé le 3 septembre à une rencontre intersyndicale initiée par les parlementaires Philippe BOLO et Maxime LAISNEY.

Un constat

Si l'ARENH obligeait EDF à vendre une partie de son électricité à perte, la nouvelle formule – qui prélève une part des revenus nucléaires quand les prix sont élevés – n'est qu'un moindre mal. Elle reste cependant insuffisante, car plusieurs coûts essentiels ne sont pas pris en compte, entraînant une perte estimée à **700 millions d'euros pour EDF**.

Pour FO, l'énergie est un bien essentiel

Les gains du nucléaire déjà amorti doivent profiter d'abord aux consommateurs, en priorité aux ménages et petites entreprises qui subissent de plein fouet la hausse des prix. Le volume nucléaire unique (VNU) doit devenir un vrai outil de justice sociale, et non un cadeau pour les gros consommateurs.

Le maintien des tarifs sociaux (TRVE) et de la péréquation tarifaire est indispensable pour garantir l'égalité et la solidarité. Mais ces dispositifs sont aujourd'hui menacés par la fiscalité, la pression européenne et les choix budgétaires.

Nous exigeons un encadrement clair de la fiscalité afin que **TVA et taxes ne viennent** pas annuler les baisses tarifaires.

La nécessité d'un service public renforcé

Le service public de l'électricité est le seul véritable bouclier social. Concernant le financement du nouveau nucléaire, nous appelons à un pilotage public renforcé, avec un engagement financier plus fort de l'État (au-delà du simple prêt) pour ne pas faire peser tous les risques sur EDF, ses salariés, et la collectivité.

Défis industriels et humains

Les délais et budgets des projets nucléaires sont sous forte pression, avec des risques de dérives. La filière souffre, en effet, depuis trop longtemps de sous-effectifs, de restructurations à répétition, et d'une sous-traitance abusive, ce qui affecte la qualité du travail et la sécurité. Nous demandons que la priorité soit donnée aux embauches, à la formation, et à de meilleures conditions de travail pour accompagner ces projets.

Marché de l'électricité : un modèle à revoir

Les prix négatifs récurrents révèlent la défaillance du marché spot, qui ne prend pas en compte les coûts fixes nécessaires à la sûreté et à la maintenance. Cela fragilise EDF et met en péril la filière des énergies renouvelables. Nous affirmons la nécessité de réformer le marché européen pour un prix basé sur les coûts réels, pas sur la spéculation.

Un cap clair pour la compétitivité et la souveraineté énergétique

Les contrats à long terme doivent apporter visibilité aux entreprises tout en assurant une juste rémunération d'EDF, garantissant ainsi les investissements nécessaires dans le parc nucléaire, les renouvelables, et le réseau.

Nous revendiquons une planification énergétique nationale forte, pilotée par l'État, pour garantir la compétitivité des entreprises, la sécurité d'approvisionnement, et l'indépendance énergétique.

FO s'engage pour une énergie juste, sociale et durable, où l'État joue pleinement son rôle de garant, et où EDF dispose des moyens humains et financiers pour accomplir ses missions au service de tous.

